**Ordonnance
sur l'infrastructure aéronautique
(OSIA)**

Modification du...

*Le Conseil fédéral suisse
arrête :*

I

L'ordonnance du 23 novembre 1994¹ sur l'infrastructure aéronautique est modifiée comme suit :

Art. 2 Définitions

Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

Aérodrome: Surface définie sur terre ou sur l'eau, y compris les constructions et installations désignées comme installations d'aérodrome, servant au décollage, à l'atterrissage, à l'entretien et au stationnement d'aéronefs, au trafic des passagers et au transbordement de marchandises;

Aérodrome IFR: Aérodrome autorisant le vol selon les règles de vol aux instruments;

Aéroport: Aérodrome ayant l'obligation d'admettre des usagers;

Atterrissage en campagne: Atterrissage et décollage hors d'un aérodrome;

Cadastre de limitation d'obstacles: Plan des surfaces de limitation d'obstacles valable pour un aérodrome, une installation de navigation aérienne ou une trajectoire de vol;

Cadastre des surfaces de collecte de données : Établissement officiel de la surface de collecte de données valables pour un aérodrome, une installation de navigation aérienne ou une trajectoire de vol conformément à l'Annexe 15 de la Convention du 7 décembre 1944² relative à l'aviation civile internationale, y compris les dispositions d'exécution qui s'y rapportent;

Cadastre des surfaces de limitation d'obstacles: Établissement officiel des surfaces de limitation d'obstacles valables pour un aérodrome, une installation de navigation aérienne ou une trajectoire de vol, conformément à l'Annexe 14 de la Convention

¹ RS 748.131.1

² RS 0.748.0

du 7 décembre 1944³ relative à l'aviation civile internationale, y compris les dispositions d'exécution qui s'y rapportent;

Champ d'aviation: Aérodrome n'ayant pas l'obligation d'admettre des usagers;

Chef d'aérodrome: Personne nommée par l'exploitant de l'aérodrome et chargée de certaines tâches de surveillance par l'Office fédéral de l'aviation civile (office);

Installations annexes: Constructions et installations ne faisant pas partie des installations d'aérodrome;

Installations d'aérodrome: Constructions et installations qui, du point de vue local et fonctionnel, font partie de l'aérodrome en raison de son affectation inscrite dans le Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique et servent à son exploitation réglementaire et ordonnée;

Installations de navigation aérienne: Installations radioélectriques de navigation et de transmission pour la gestion et l'exécution sûre du trafic aérien;

Obligation d'admettre des usagers: Obligation de mettre un aéroport à la disposition de tous les aéronefs admis dans le trafic interne et international, pour une utilisation normale, selon les prescriptions générales sur l'aviation et les dispositions particulières prévues dans la concession;

Obstacles: Constructions et installations, y compris les grues, les téléphériques, les lignes à haute tension, les antennes, les câbles, les fils et les plantations, qui pourraient entraver, mettre en danger ou empêcher la circulation des aéronefs ou l'exploitation des installations de navigation aérienne;

Place d'atterrissage en montagne: Place d'atterrissage spécialement désignée se situant à plus de 1100 m d'altitude;

Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique: Au sens de l'art. 13 de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire⁴, plan sectoriel de l'infrastructure de l'aviation civile suisse qui a des effets sur l'organisation du territoire;

Surface de limitation d'obstacles: Surface qui délimite, en direction du sol, l'espace aérien qui doit être libre d'obstacles pour que la sécurité des vols soit assurée;

Terrain d'atterrissage: Terrain utilisé pour les atterrissages en campagne ;

TMA: Région de contrôle terminale (terminal control area).

Art. 3, al. 1^{bis} et 3

^{1bis} Les normes et les recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) contenues dans les Annexes 3, 4, 10, 11, 14 et 15 de la Convention du 7 décembre 1944⁵ relative à l'aviation civile internationale (Annexes de l'OACI), y compris les prescriptions techniques qui s'y rapportent, sont directement applicables aux aérodromes, aux obstacles et aux installations de navigation aé-

³ RS 0.748.0

⁴ RS 700

⁵ RS 0.748.0

rienne. Les dérogations notifiées par la Suisse en vertu de l'article 38 de la Convention sont réservées.

³ Dans le cadre de la transposition des normes et recommandations internationales visées aux al. 1bis et 2, l'office peut édicter des prescriptions (directives et instructions) visant à maintenir un niveau de sécurité élevé. Si celles-ci sont mises en oeuvre, les exigences imposées par les normes et recommandations internationales sont réputées remplies. Quiconque déroge aux prescriptions doit prouver à l'office que les exigences peuvent être remplies d'une autre manière.

Art. 3b, al. 2^{bis}

^{2bis} Les personnes agissant pour le compte de l'office ont, dans l'exercice de leurs activités de surveillance, accès en tout temps aux infrastructures aéronautiques. Le cas échéant, les autorisations d'accès nécessaires doivent être délivrées gratuitement à ces personnes.

Art. 8 Poste de préparation des vols

¹ L'exploitant de l'aérodrome permet à des mandataires de l'office d'installer, d'exploiter et d'entretenir une station de préparation des vols à l'intention des pilotes d'aéronefs.

² L'exploitant de l'aérodrome est tenu d'aviser immédiatement le mandataire de l'office en cas de dérangement de la station.

³ L'exploitant de l'aérodrome verse au mandataire de l'office une rémunération couvrant les coûts d'installation, d'infrastructure et d'entretien de la station de préparation des vols.

⁴ Le mandataire peut fixer un montant forfaitaire pour cette rémunération. Ce faisant, il tient compte de la nature de l'utilisation et de l'ampleur de l'entretien par aérodrome. La rémunération forfaitaire requiert l'approbation de l'office.

Art. 9a Obligation de collecter et de fournir des données

¹ L'exploitant de l'aérodrome collecte et transmet à l'office les données relatives à l'exploitation de l'aérodrome, requises à des fins de protection de l'environnement ou de statistique ou dont la collecte est prévue par le droit fédéral.

² L'office peut édicter des directives portant en particulier sur la qualité des données à fournir.

Art. 15, al. 2

² L'office perd son droit de soulever des objections s'il ne se prononce pas sur le transfert dans un délai d'un mois.

Art. 23a Manuel d'aérodrome et gestion de la sécurité

¹ Les aéroports et l'aérodrome de Saint-Gall-Altenrhein doivent soumettre à l'office pour approbation un manuel d'aérodrome répondant au document de l'OACI « Doc 9774 Manuel sur la certification des aérodromes »⁶ et prouver qu'ils sont en mesure d'exploiter l'aérodrome conformément à ce manuel.

² Ils doivent prouver à l'office qu'ils appliquent un système de gestion de la sécurité opérationnel et conforme au document de l'OACI « Doc 9859 Manuel de gestion de la sécurité »⁷.

³ L'exploitant d'aérodrome met régulièrement à jour le manuel d'aérodrome et le système de gestion de la sécurité. Il apporte tous les trois ans au plus tard la preuve qu'il exploite l'aérodrome conformément à ces prescriptions.

³ L'office peut effectuer des audits pour obtenir ces preuves.

Art. 24, let. c à e

La demande d'approbation initiale ou de modification du règlement d'exploitation doit comprendre :

- c. pour les modifications du règlement qui ont des effets sur l'exploitation de l'aérodrome : la preuve attestant que les exigences en matière de sécurité de l'aviation sont remplies, ainsi que toutes les données requises pour établir ou mettre à jour le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles ;
- d. en cas d'effets sur les nuisances sonores : toutes les données permettant de déterminer les immissions de bruit admissibles conformément à l'art. 37a de l'ordonnance du 15 décembre 1986⁸ sur la protection contre le bruit ;
- e. le cas échéant, les projets visant à modifier les zones de sécurité des aéroports.

Art. 25, al. 1, let. f et al. 2

¹ Le règlement d'exploitation ou ses modifications sont approuvés lorsque :

- f. les conditions permettant de garantir la sécurité, prévues à l'art. 23a, sont remplies.

² Une fois approuvé, le règlement d'exploitation a force obligatoire.

⁶ Ce document peut être consulté auprès de l'office en langues française et anglaise. Il est également disponible en librairie ou peut être commandé ou obtenu par abonnement auprès de l'OACI.

⁷ Ce document peut être consulté auprès de l'office en langues française et anglaise. Il est également disponible en librairie ou peut être commandé ou obtenu par abonnement auprès de l'OACI.

⁸ RS 814.41

Art. 25a Publication

¹ Les principales prescriptions d'utilisation de l'aérodrome sont publiées dans l'AIP. En font notamment partie les prescriptions visées à l'art. 23, let. b, c et d, pour autant qu'elles concernent les aéronefs.

Art. 28, al. 2 à 6

² L'al. 1 ne s'applique pas aux projets de construction qui, conformément aux dispositions du reste du droit fédéral, sont soumis à autorisation ou à approbation.

³ Tout projet doit être porté à la connaissance de l'office avant le début des travaux.

⁴ L'office vérifie que le projet n'est pas soumis à approbation et le soumet à un examen spécifique aux exigences de l'aviation. L'office perd son droit de soulever des objections s'il ne se prononce pas sur le projet dans un délai d'un mois.

⁵ L'exploitant de l'aérodrome répond par ailleurs du respect des dispositions du droit fédéral.

⁶ Aucune autorisation ni aucun plan relevant du droit cantonal n'est requis. L'exploitant de l'aérodrome doit prendre en compte le droit cantonal pour autant que celui-ci n'entrave pas de manière disproportionnée la construction et l'exploitation de l'aérodrome.

Art. 29 Installations annexes

¹ La procédure cantonale d'autorisation de construire est applicable aux installations annexes.

² Le service cantonal compétent porte les demandes de construction à la connaissance de l'office.

³ L'office détermine s'il s'agit d'une installation d'aérodrome ou d'une installation annexe, soumet si nécessaire le projet à un examen spécifique aux exigences de l'aviation et en communique le résultat à l'autorité cantonale dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier complet.

*Titre précédant l'art. 29c***Section 8 Chef d'aérodrome***Art. 29c* Nomination, approbation et révocation

¹ L'exploitant de l'aérodrome nomme un chef d'aérodrome. Il communique à l'office l'identité de la personne nommée.

² L'office approuve la nomination si la personne en question dispose des aptitudes requises pour assurer ses tâches.

³ Il peut révoquer son approbation si le chef d'aérodrome enfreint de manière répétée ses obligations.

Art. 29d Étendue de la responsabilité

¹ Le chef d'aérodrome répond de l'exécution des tâches mentionnées dans la présente section et, le cas échéant, du respect des prescriptions relatives aux mesures de sécurité et de sûreté ainsi que des prescriptions de l'office en la matière.

² Il est l'interlocuteur de l'office sur l'aérodrome dans ces domaines de responsabilité

³ Le département peut régler les détails. Il peut fixer des tâches supplémentaires dans un but de rapprochement des normes internationales.

Art. 29e Aspects organisationnels de l'aérodrome

¹ Le chef d'aérodrome règle l'organisation technique et opérationnelle de l'aérodrome.

² Il donne le feu vert à l'exploitation ou la restreint et communique les informations à cet effet.

³ Le chef d'aérodrome veille à l'exactitude et à l'actualisation des informations aéronautiques relatives à son aérodrome et ordonne le cas échéant les publications nécessaires.

Art. 29f Obligation d'annoncer

¹ Le chef d'aérodrome notifie par écrit à l'office les modifications durables ou provisoires de l'exploitation de l'aérodrome.

² Le chef d'aérodrome notifie sans délai à l'office les événements particuliers ainsi que les incidents liés à la sécurité survenant sur l'aéroport et qui entraînent l'interruption de l'exploitation.

Art. 29g Autorité

¹ Le chef d'aérodrome exerce l'autorité sur l'aérodrome.

² Il surveille l'observation des prescriptions contenues dans les textes généraux du droit aérien, dans la concession ou l'autorisation d'exploitation et dans le règlement d'exploitation ainsi que dans les prescriptions spéciales de l'office.

³ Il veille à ce que les infractions aux prescriptions du droit aérien soient immédiatement notifiées par écrit à l'office.

⁴ En cas d'infractions graves à des prescriptions du droit aérien, le chef d'aérodrome est autorisé à retirer au fautif ses licences aéronautiques; il les transmettra à l'office dans les deux jours, accompagné d'un rapport écrit.

⁵ Lorsque des indices permettent de conclure que des membres de l'équipage se trouvent sous l'emprise d'alcool ou sous l'influence de stupéfiants ou de substances psychotropes, le chef d'aérodrome ordonne les mesures qui s'imposent. Il fait immédiatement appel à la police. Cette dernière peut ordonner une prise de sang.

Art. 29h Vérifications par sondage et contrôles

¹ Le chef d'aérodrome est habilité à vérifier les licences des équipages, les documents de bord d'aéronefs nationaux et étrangers de façon périodique, mais aussi en cas de soupçon d'irrégularités ou de défauts techniques, conformément aux instructions de l'office.

² Il interdit le décollage lorsqu'un équipage ou un aéronef ne dispose pas des licences et documents de bord nécessaires et valables, et lorsqu'un aéronef présente une défectuosité technique.

³ Le chef d'aérodrome notifie les incidents visés au 2^e alinéa sans délai à l'office.

Art. 29i Licences et taxes

¹ Le chef d'aérodrome examine les demandes de prorogation des licences du personnel navigant et du personnel au sol et atteste de leur exactitude conformément aux directives de l'office.

² Il prélève les taxes y afférentes conformément à l'ordonnance du 25 septembre 1989⁹ sur les taxes perçues par l'Office fédéral de l'aviation civile.

Art. 29j Obligations douanières

Sur les aérodromes douaniers voués uniquement au trafic de passagers, le chef d'aérodrome veille à remplir les obligations de police douanière qui lui incombent en vertu des dispositions de la législation douanière.

Art. 32, al. 3

² L'office peut édicter des directives concernant le calcul des redevances et des émissions. Il se réfère à cet égard aux bases internationalement reconnues.

Art. 39 Principes

¹ Les décollages et les atterrissages de vols non commerciaux sont interdits entre 22 heures et 6 heures.

² Les décollages et les atterrissages de vols commerciaux sont restreints entre 22 heures et 6 heures selon les prescriptions des art. 39b et 39c.

³ Les entreprises de transport aérien planifient avec une grande retenue les vols entre 22 heures et 6 heures.

⁴ Le nombre des décollages et des atterrissages effectués entre 22 heures et 6 heures ainsi que les types d'avions utilisés doivent figurer dans la statistique des aérodromes.

Art. 39d Dérogations

¹ Ne sont soumis à aucune restriction:

⁹ RS 748.112.11

- a. les atterrissages de détresse;
- b. les décollages et les atterrissages liés à des vols de recherche et de sauvetage, des vols d'ambulance et de police, des vols de secours en cas de catastrophe;
- c. les décollages et les atterrissages d'aéronefs militaires suisses;
- d. les décollages et les atterrissages d'aéronefs d'Etat dont le vol a été autorisé par l'office.

² L'exploitant de l'aérodrome peut accorder des dérogations aux prescriptions de l'art. 39, al. 1 et 2 en cas d'événements exceptionnels imprévus. Il signale ces dérogations à l'office.

³ A l'occasion de manifestations d'importance internationale, l'office peut à accorder des dérogations à l'art. 39, al. 1 et 2 ainsi qu'aux art. 39a et 39b si elles sont nécessaires pour garantir la sécurité et en particulier pour éviter les débordements violents. L'office statue à la demande des organismes ou des autorités chargés d'assurer la sécurité après avoir consulté les cantons et aéroports concernés.

Titre précédant l'art. 58a

Titre 5 Données de terrain et traitement des obstacles

Chapitre 1 Dispositions générales

Art. 58a Primauté du droit de la géoinformation

¹ Les dispositions du présent titre s'appliquent à moins que la législation en matière de géoinformation n'en dispose autrement.

Art. 58b Compétences

¹ L'office tient à jour un registre des obstacles annoncés ou définis comme tels.

² Il peut sous-traiter la mise à jour et la gestion des données d'obstacles. Il surveille l'exécution de ces activités.

³ L'Office fédéral de la topographie effectue la saisie, la mise à jour et la gestion des données de terrain.

⁴ L'office peut conclure des accords avec des autorités étrangères concernant la saisie, la collecte, la tenue à jour et l'administration des données de terrain et d'obstacles au-dessous des TMA transfrontalières ou dans un rayon de 45 km autour du point de référence des aérodromes IFR (zone 2 conformément à l'Annexe 15 de l'OACI¹⁰). L'Office fédéral de la topographie doit être associé aux négociations pour autant que le terrain soit touché.

¹⁰ RS 0.748.0

*Titre précédant l'art. 59**Abrogé**Art. 59* Service cantonal

Les cantons désignent les services cantonaux chargés de recevoir les annonces concernant les obstacles, de procéder à leur examen formel et de les transmettre à l'office.

Art. 60 Devoir de coopération

Les autorités cantonales et communales ainsi que les propriétaires d'obstacles et les exploitants d'aérodrome apportent leur appui à l'office ou au sous-traitant qu'il a mandaté et mettent à leur disposition tous les documents et renseignements requis.

Art. 61 Publication

¹ L'office peut publier des données, des informations et des publications relatives aux obstacles à la navigation aérienne.

² Il peut sous-traiter la publication ; dans ce cas il surveille l'exécution de ces activités.

Art. 62 Cadastre des surfaces de limitation d'obstacles

¹ L'exploitant de l'aérodrome établit un projet de cadastre des surfaces de limitation d'obstacles. Il transmet ce dernier à l'office.

² L'office examine le projet, puis sanctionne le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles, avant de le transmettre aux cantons et aux communes.

³ Les cantons et les communes en tiennent compte dans leur règlement d'affectation, désignent les installations qui doivent être annoncées conformément à l'art. 63 et informent leurs propriétaires ainsi que le service cantonal d'annonce.

⁴ L'exploitant de l'aérodrome actualise périodiquement le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles, mais au moins tous les cinq ans, et transmet les résultats de son examen à l'office.

⁵ Le département peut régler les détails.

Art. 62a Cadastre des surfaces de collecte de données

¹ L'office définit le cadastre des surfaces de collecte de données. Il le transmet aux cantons et aux communes concernés.

² Les cantons et les communes en tiennent compte dans leur règlement d'affectation, désignent les installations qui doivent être annoncées conformément à l'art. 63 et informent leurs propriétaires ainsi que le service cantonal d'annonce.

Titre précédant l'art. 62b

Chapitre 2 Obligation d'annoncer

Art. 62b Modification du terrain sur les aérodromes IFR

¹ L'exploitant d'un aérodrome IFR annonce sans délai à l'Office fédéral de la topographie toute modification significative du terrain de l'aérodrome en transmettant les données de mesure correspondantes (zones 3 et 4 conformément à l'Annexe 15 de l'OACI¹¹).

² L'exploitant de l'aérodrome procède à ses frais à la campagne de levé du terrain modifié conformément à l'Annexe 15 de l'OACI.

Titre précédant l'art. 63

Abrogé

Art. 63 Construction et modification d'obstacles par le propriétaire

¹ Le propriétaire doit annoncer la construction ou la modification de bâtiments, d'installations et de plantations si l'objet :

- a. atteint une hauteur ou se situe à une distance du sol de 60 m ou plus dans une zone construite;
- b. atteint une hauteur ou se situe à une distance du sol de 25 m ou plus dans une autre zone;
- c. perce une surface déterminante du cadastre de limitation d'obstacles;
- d. perce une surface déterminante du cadastre des surfaces de collecte de données.

² Il adresse sa déclaration au service cantonal d'annonce à l'attention de l'office. Il y joint les documents et les plans du projet.

³ Le département peut régler les détails du processus d'annonce. Il peut notamment préciser les exigences auxquelles sont soumis les documents à remettre.

Art. 64

Abrogé

Art. 66 Examen et décision

¹ L'office examine le projet. Dans les 30 jours suivant la réception de l'annonce, il fait savoir par voie de décision au propriétaire, en accord avec les Forces aériennes:

- a. si le bâtiment, l'installation ou la plantation constitue un obstacle;
- b. si le bâtiment, l'installation ou la plantation peut être érigé;

¹¹ RS 0.748.0

- c. s'il y a lieu de procéder au levé et les exigences que celui-ci doit satisfaire;
- d. si des mesures de sécurité doivent être prises, et le cas échéant lesquelles, en faveur de l'aviation (modification du projet, publication, marquage, balisage, etc.).

² L'office transmet au service cantonal d'annonce une copie de la décision adressée au propriétaire selon le 1^{er} alinéa.

³ L'édification d'un obstacle à la navigation aérienne ne commence pas avant l'entrée en vigueur de la décision de l'office. L'office peut accorder une dérogation dans les cas d'urgence, s'il s'agit d'une construction, d'une installation ou d'une plantation temporaire.

⁴ Les alinéas 1 et 3 s'appliquent par analogie aux procédures fédérales d'approbation des plans.

Art. 66a Processus de levé

Le département peut régler les détails du processus de levé. Il peut en particulier définir les exigences de qualité des données collectées par les propriétaires d'obstacle et les exploitants d'aérodromes IFR.

Art. 66b Levé sur les aérodromes IFR

L'exploitant d'un aérodrome IFR procède à ses frais à la campagne de levé de tous les obstacles à la navigation situés aux abords des pistes et des voies de circulation (zone 3 conformément à l'Annexe 15 de l'OACI¹²).

Art. 70 Frais

Les frais de levé, de marquage, de balisage et d'entretien des obstacles ainsi que les frais de démontage des installations désaffectées sont à la charge du propriétaire. La réglementation particulière concernant les aérodromes IFR demeure réservée (art. 66b).

Art. 71, al. 3

³ Le cadastre des surfaces de limitation d'obstacles est déterminant pour établir la zone de sécurité.

Art. 74b Dispositions transitoires relatives à la modification du...

¹ Les aérodromes de Zurich, Genève, Berne, Saint-Gall-Altenrhein, Sion et Lugano sont tenus de satisfaire d'ici au 31 décembre 2009 au plus tard les exigences de la section 1.4 de l'Annexe 14 de la Convention du 7 décembre 1944¹³ relative à l'aviation civile internationale. Les autres aéroports ont jusqu'au 31 décembre 2012 au plus tard pour s'y conformer.

¹² RS 0.748.0

¹³ RS 0.748.0

² L'obligation d'annoncer et l'obligation de levé auxquelles sont soumis les exploitants d'aérodromes IFR conformément l'art. 62b s'appliqueront à la zone 4 visée à l'Annexe 15 de l'OACI¹⁴ à compter du 1^{er} novembre 2008 et à la zone 3 à compter du 1^{er} novembre 2010.

³ Les propriétaires pourront être tenus de procéder au levé des obstacles sur tout le territoire de la Confédération suisse à partir du 1^{er} novembre 2008 (zone 1 selon l'Annexe 15 de l'OACI¹⁵). Le levé au-dessous des TMA ou dans un rayon de 45 km autour du point de référence des aérodromes IFR (zone 2 conformément à l'Annexe 15 de l'OACI) pourra être ordonné à partir du 1^{er} novembre 2010.

⁵ L'obligation de levé des obstacles à la navigation aérienne en cas de construction ou de modification d'obstacles aux abords des pistes ou des voies de circulation (zone 3 conformément à l'Annexe 15 de l'OACI¹⁶) à laquelle sont soumis les exploitants d'aérodromes conformément l'art. 66a s'appliquera à partir du 1^{er} novembre 2010. Les obstacles érigés avant cette date doivent également faire l'objet d'ici au 1^{er} novembre 2010 d'un levé conformément aux nouvelles exigences.

II

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} mars 2008.

....

Au nom du Conseil fédéral suisse

La présidente de la Confédération:

La chancelière de la Confédération:

¹⁴ RS 0.748.0

¹⁵ RS 0.748.0

¹⁶ RS 0.748.0